



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des
travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
18 janvier 2018

Pour tout CONTACT :
npapsacaen@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

RUPTURE CONVENTIONNELLE COLLECTIVES :

UN CADEAU DE NOUVEL AN POUR LE PATRONAT

Le 8 janvier, Pimkie et PSA ont annoncé vouloir profiter des décrets d'application des ordonnances publiés le 22 décembre, en utilisant la Rupture conventionnelle collective, nouvelle arme pour supprimer des milliers d'emplois sans avoir à justifier d'une raison économique, élaborer un plan social, proposer des reclassements. Le premier comptait faire ainsi sans embrouille plus de 700 suppressions d'emplois, le second en annonce 2 200. Sacré cadeau fait par le gouvernement au patronat que cette nouvelle loi.

Cette procédure de *Rupture conventionnelle collective* vient après le « succès » pour les patrons de la *Rupture conventionnelle individuelle* créée en 2008 par Sarkozy, qui a déjà précipité au chômage près de trois millions de salariés. Huit fois sur dix, cette rupture individuelle prétendue volontaire a été initiée par l'employeur, imposée à coups de chantages divers, voire de harcèlement.

Le gouvernement avait proposé aux patrons cinq modèles de lettre de licenciement individuel leur garantissant d'être dans les clous juridiques. Pour la nouvelle loi, l'administration du travail sera chargée d'homologuer les futures ruptures collectives pour qu'elles soient applicables à tous les salariés sans risque juridique pour les patrons !

Les grands patrons à l'offensive

Pimkie, chaîne de magasins d'habillement, a été la première entreprise à annoncer la mise en œuvre d'une *Rupture conventionnelle collective*, même si finalement elle a dû faire marche arrière devant le refus des syndicats et revenir à un « plan de départs volontaires », avec en vue le même nombre de suppressions d'emplois. Pimkie, propriété de Mulliez (une des plus grosses fortunes de France, environ 40 milliards d'euros, propriétaire d'Auchan), c'est plus de 700 magasins dans le monde, une centaine en France. Et c'est en prétextant un déficit que Pimkie veut supprimer 10 % des emplois en Europe.

Le groupe PSA, quant à lui, a réalisé en 2016 un bénéfice record de 2,15 milliards d'euros après avoir supprimé 25 000 emplois sur 5 ans, essentiellement au moyen de « plans de départs volontaires ». Il en prépare donc 2 200 de plus : 900 « congés seniors » et 1 300 dans le cadre de cette Rupture collective. Et

PSA espère obtenir l'accord d'une partie des syndicats, dont certains ont déjà déclaré qu'ils y étaient favorables, la direction prétendant être en mesure, grâce à la souplesse que lui accorde cette nouvelle façon de licencier, de créer 1 300 nouveaux emplois.

Que vaut une telle promesse ? Quand on sait que sur certaines chaînes de production les intérimaires représentent déjà 90 % des effectifs, l'objectif serait tout d'abord de remplacer le maximum des travailleurs en CDI par des intérimaires, pour flexibiliser davantage l'emploi.

Parler des petits pour satisfaire les gros

Cette combine des *Ruptures conventionnelles collectives* est une porte de plus ouverte aux suppressions d'emplois sans entrave. Et si les primes de départ ne peuvent être inférieures au minimum légal, elles seront bien moins élevées que dans les PSE : c'est le licenciement à très bas coût.

Macron avait présenté sa loi comme devant faciliter la vie des patrons de très petites entreprises : on voit que ce sont d'abord de grandes entreprises qui se précipitent pour l'utiliser.

Refuser les reculs sociaux, coordonner les luttes

La publication des décrets d'application des ordonnances ne met pas fin pour autant aux luttes, malgré la passivité des confédérations syndicales. Avec des victoires dans des hôpitaux, dans le nettoyage, la restauration... et même chez les « micro-entrepreneurs » ubérisés de Deliveroo.

Les attaques programmées contre les chômeurs et les migrants, celles sur la Sécurité sociale, la baisse du pouvoir d'achat, la hausse de la précarité et du chômage ne peuvent pas rester sans riposte..

Ce tract t'a plu ? Oublie-le où tu veux qu'il soit lu...

Ce tract t'a plu ? Oublie-le où tu veux qu'il soit lu...

On n'a pas le sommeil tranquille ?

Il était repérable dans sa voiture au changement d'équipe du midi derrière le bâtiment K. Que pouvait-il faire dedans ? On connaît son alibi : cliquer nos entrées et sorties, vérifier que personne ne truande deux minutes à la famille Peugeot.

Mais en fait, s'il compte les ouvriers comme d'autres comptent les moutons, c'est tout simplement qu'il a du mal à faire sa sieste...

Les postes ouvriers dans le viseur

Avec les 2 200 postes supprimés dans le groupe, pour faire bien devant les médias, PSA s'est engagé à embaucher 1 300 CDI en 2018. À comparer aux 25 000 postes qu'a perdus PSA en 5 ans. Et ces embauches, c'est seulement 400 CDI pour la production, 200 pour la Recherche et Développement et surtout 700 pour les commerciaux.

Chaque année, PSA veut continuer à faire disparaître l'équivalent des effectifs de PSA Aulnay.

Du boulot, il y en a en CDI pour tout le monde

PSA Sevelnord va créer une 4^{ème} équipe pour le week-end en recrutant 600 intérimaires. Il y a quelques mois, 1 500 intérimaires ont été engagés à PSA Sochaux, 800 à PSA Mulhouse, 520 à PSA Rennes. Le groupe compte au total 8 000 salariés intérimaires en France. C'est dans ce contexte qu'il annonce un plan de départ de 2 200 salariés en CDI...

Exigeons l'embauche des intérimaires, aucune fermeture d'usine, et que chaque départ de CDI soit remplacé par un autre CDI.

Les bons vœux de PSA

PSA, par la voix d'Opel, a annoncé que Vauxhall supprimerait non pas 400 mais 650 emplois sur le site d'Ellesmere Port, environ 40% de plus que prévu. Il est question de départs volontaires. Mais avec un taux de chômage fort dans la région, il y a fort à parier que les « volontaires » ne le seront pas vraiment, tout comme en France avec le DAEC et maintenant la RCC. Les patrons utilisent les mêmes procédés par delà les frontières. Raison de plus pour se battre tous ensemble, de Cormelles à Liverpool, en passant par Sochaux et Poissy.

Partage du temps de travail

L'usine de Sochaux va passer la barre des 500 000 voitures en 2018. Un record depuis les années 1970, alors même que l'usine comptait 35 000 CDI contre 8 500 aujourd'hui.

Cette augmentation a été préparée en créant une équipe VSD en septembre avec 1 500... intérimaires. La pression à la cadence est telle qu'un ouvrier se

plaignant d'une douleur au bras a été renvoyé à la chaîne par l'infirmerie avant d'y mourir d'une crise cardiaque le mois dernier.

Moins de salariés pour plus de bagnoles, c'est le calcul de Tavares. Le nôtre, ce serait plutôt plus de salariés pour moins de boulot. Avec la même productivité et 35 000 ouvriers, on travaillerait 11 heures... par semaine.

France : les ouvriers de Ford au tribunal

Trois ouvriers de Ford Blanquefort (près de Bordeaux), dont Philippe Poutou, passaient au tribunal lundi 15 janvier. La direction de Ford France leur reproche une soi-disant dégradation de son stand au Salon de l'Automobile de Paris... en 2012. Cette année-là, luttant contre des licenciements (qu'ils ont pour l'instant réussi à éviter), 300 salariés avaient défilé dans le Salon en jetant des confettis. Quelques-uns s'étaient hissés sur le capot d'une véhicule de présentation.

Ford ne réclame plus qu'un euro symbolique, conscient que le dossier ne lui permet pas plus. Les travailleurs de Ford, eux, veulent la relaxe des militants. Cette affaire a pour seul objectif d'affaiblir leur capacité de mobilisation. Au vu du rassemblement de soutien, ce n'est pas gagné pour Ford...

Argentine : les patrons de Ford au tribunal

En Argentine, c'est la collusion de la direction locale de Ford avec la dictature (1976-1983) qui vaut aux dirigeants de l'époque d'être jugés. Ils sont carrément accusés d'avoir aidé l'armée à ouvrir un centre de torture dans l'usine General Pacheco (5 000 ouvriers alors), et d'avoir dénoncé les militants syndicaux à torturer. Trois d'entre eux ont disparu sans laisser de traces.

La justice passera peut-être... mais après avoir traîné des pieds plus de trente ans, et en l'absence de deux des cinq responsables, morts de vieillesse.

Soutien aux migrants de Ouistreham

En décembre déjà, un millier de manifestants avaient envahi le port de Ouistreham pour exiger des mesures d'urgence, notamment un hébergement et la fin du harcèlement policier. Macron vient enfin de demander aux flics d'arrêter de confisquer les couvertures. Mais pour le reste, rien n'a changé. La préfecture comme le maire restent sourds. De nombreuses associations, syndicats et partis politiques appellent à manifester à nouveau :

SAMEDI 20 JANVIER – 14h30

Port de Ouistreham